

Lexifac

ÉCONOMIE

Histoire des faits économiques au XX^e siècle

Sébastien ÉVRARD

Docteur en droit,
maître de conférences HDR hors classe,
enseignant en droit, économie et histoire
à l'université de Lorraine

5^e édition

Bréal
by **Studyrama**

Retrouvez toute la collection

« Lexifac »

sur notre site

librairie.studyrama.com

Du même auteur :

L'Intendant de Bourgogne et le contentieux administratif au XVIII^e siècle, Paris, de Boccard, 2005.

Les Campagnes du général Lecourbe (1794-1799), Paris, L'Harmattan, 2011.

Une Troupe de choc dans la Grande Guerre : le 20^e corps d'armée à travers le témoignage d'un officier d'artillerie, Metz, Serpenoise, 2011.

L'Or de Napoléon. Sa stratégie patrimoniale (1806-1814), Paris, L'Harmattan, 2014.

Les Tables de la loi : de l'argile au numérique. La diffusion de la règle de droit à travers les âges, Paris, L'Harmattan, 2014.

Carnets militaires du général Lecourbe (1794-1799). Un chef de guerre dans la Révolution, Paris, L'Harmattan, 2014.

Réformer l'administration et réformer l'État. Jalons historiques et juridiques (dir.), Paris, L'Harmattan, 2015.

Gabelous et contrebandiers. Histoire des fermiers généraux de Dijon (1760-1780), Paris, L'Harmattan, 2015.

Le droit et l'édition. Regards français et étrangers sur les mutations engagées (dir., avec J.-L. Piotraut), Paris, L'Harmattan, 2016.

De fer et de feu. Souvenirs d'un officier d'artillerie lorrain. Notes et commentaires de Sébastien Évrard, Ysec, 2016.

Histoire du droit et des institutions, Levallois-Perret, Bréal, 2025.

Mémoires d'un banquier au XIX^e siècle, Paris, L'Harmattan, 2018.

Chouans contre bleus. La justice militaire sous la Révolution française (1793-1795), Paris, Mare et Martin, 2019.

© Bréal, septembre 2025.

Toute reproduction même partielle interdite.

ISBN : 978 2 7495 5771 7

SOMMAIRE

Introduction	7
--------------------	---

PARTIE I

LE MONDE DE LA « BELLE ÉPOQUE » (1900-1914)

Chapitre 1 – Deux économies vieillissantes : la Grande-Bretagne et la France

Fiche 1 – La Grande-Bretagne	13
Fiche 2 – La France	16

Chapitre 2 – Deux économies en plein essor : États-Unis et Allemagne

Fiche 3 – Les États-Unis	23
Fiche 4 – L'Allemagne de Guillaume II	26

PARTIE II

LE PREMIER CONFLIT MONDIAL

Chapitre 1 – Les buts économiques de la Première Guerre mondiale

Fiche 5 – Les puissances centrales	33
Fiche 6 – Les Alliés : un libre-échange discriminant	36

Chapitre 2 – Le financement du conflit

Fiche 7 – Le financement du conflit chez les Alliés : la Grande-Bretagne	41
Fiche 8 – Le financement du conflit chez les Alliés : la France	46
Fiche 9 – Le financement par l'Allemagne	51

Chapitre 3 – Les effets du conflit sur les économies mondiales

Fiche 10 – Les effets industriels et agricoles	59
Fiche 11 – Les effets financiers et monétaires	62

PARTIE III

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Chapitre 1 – Une paix introuvable ? (1919 -1925)

Fiche 12 – Le traité de Versailles, « une paix pour 20 ans »	71
Fiche 13 – Une économie allemande sous tension	76

Chapitre 2 – La Grande Crise (1929)

Fiche 14 – La Grande Dépression	85
Fiche 15 – Contraction du commerce mondial et repli américain	91
Fiche 16 – La réponse de Roosevelt à la crise : le « <i>New Deal</i> »	93
Fiche 17 – Les politiques de relance britannique et française	98

Chapitre 3 – Les économies totalitaires (1918-1945)

Fiche 18 – De la Russie à l'URSS	107
Fiche 19 – Le communisme de combat ou l'œuvre économique de Staline (1929-1939)	111
Fiche 20 – L'URSS et l'Allemagne : de la collaboration à la guerre	115
Fiche 21 – L'Allemagne (1933-1945) 1 ^{re} partie	119
Fiche 22 – L'Allemagne (1933-1945) 2 ^e partie	124
Fiche 23 – L'Italie	129
Fiche 24 – Le Japon	136

Chapitre 4 – Les économies alliées en guerre

Fiche 25 – La mobilisation économique américaine	143
Fiche 26 – La Grande-Bretagne en guerre (1939-1945)	148

PARTIE IV

DE LA PROSPÉRITÉ DES « TRENTE GLORIEUSES » À LA CRISE (1945-2014)

Chapitre 1 – Une phase de croissance sans précédent (1945-1973)

Fiche 27 – La reconstruction (1944-1949)	157
Fiche 28 – Le plan Marshall (1947-1950)	164
Fiche 29 – Le décollage industriel (1950-1973)	167

Chapitre 2 – La contrainte financière de l'énergie : un risque récurrent

Fiche 30 – La contrainte énergétique 173

Fiche 31 – L'énergie aujourd'hui :
l'Occident dépendant du pétrole 179

Chapitre 3 – La transformation du modèle traditionnel

Fiche 32 – L'émergence de nouveaux pays développés 185

Fiche 33 – Appréhension de la technologie 188

Fiche 34 – Crise et chute du modèle d'économie planifiée 191

Bibliographie 197

Index des noms propres 199

INTRODUCTION

Cette histoire des faits économiques s'intéresse aux mécanismes économiques et sociaux ; elle s'efforce d'expliquer le développement des États ou, *a contrario*, les facteurs de leurs faiblesses. Dans ce schéma, figurent des éléments qui restent, pour certains, d'une actualité vivante, tels que la démographie, l'investissement industriel, l'orientation de l'épargne privée, l'action étatique... Ils permettent de se faire une idée précise – en dépit de la brièveté voulue des fiches – du fonctionnement de l'économie.

L'étudiant(e) doit ainsi appréhender comment les grandes puissances se développent, les sujets qui peuvent les opposer et la façon dont les antagonismes débouchent sur des conflits armés. Pour ces derniers, le problème n'est pas mince : il s'agit de résister à un choc aussi bien social, technique, politique que militaire et d'empêcher l'adversaire de lui imposer des conditions toutes particulières pour cesser le conflit.

Pour des raisons de compréhension évidentes, cet ouvrage, divisé en 34 fiches, est chronologique et repose sur quatre parties successives. La première s'intéresse au monde développé avant 1914, qualifié de « *Belle Époque* » avant que le premier conflit mondial (partie II) ne l'embrase. S'ensuivent l'entre-deux-guerres (partie III), puis l'après 1945 (partie IV) où les puissances économiques suivent des modèles économiques divergents. Se font alors face le modèle capitaliste, tandis que celui de l'économie planifiée semble constituer, un moment, une alternative possible au premier.

Puisse le lecteur y trouver des informations dignes d'intérêt.

PARTIE I

LE MONDE DE LA « BELLE ÉPOQUE » (1900-1914)

Chapitre 1 – Deux économies vieillissantes : la Grande-Bretagne et la France.....	11
Chapitre 2 – Deux économies en plein essor, États-Unis et Allemagne.....	21

Entre 1900 et 1914, l'économie mondiale voit quatre puissances se détacher par leur modèle de développement (Grande-Bretagne, France, États-Unis et Allemagne). Parmi celles-ci, deux économies se détachent nettement grâce à une forte croissance. Les deux autres, en revanche, ont perdu de leur importance. Elles reposent sur une économie avec une croissance limitée sur le long terme, essentiellement fondée sur une économie vieillissante.

Ainsi, on s'intéressera d'abord aux économies dites vieillissantes (chapitre 1, fiches 1 et 2) et, dans un second temps, à celles en plein essor (chapitre 2, fiches 3 et 4).

CHAPITRE I

DEUX ÉCONOMIES VIEILLISSANTES : LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE

Depuis la fin du XVIII^e siècle, le progrès technique et les grandes découvertes assurent une période de croissance appelée la Révolution industrielle. Deux économies européennes – celle de la Grande-Bretagne et celle de la France – y gagnent en prospérité : elles possèdent en effet un marché intérieur et des colonies. À l'inverse, en Asie, la Chine voit son économie s'effondrer.

Cependant, quand vient le monde de la « *Belle Époque* », la Grande-Bretagne et la France sont entrées dans un déclin relatif. Si elles restent fort puissantes, elles sont néanmoins marquées par un lent recul de leur importance économique.

LA GRANDE-BRETAGNE

1

En 1913, la Grande-Bretagne reste une puissance économique de premier plan, mais son économie a perdu la première place qu'elle occupait depuis le milieu du XIX^e siècle. Elle est entrée dans un déclin relatif depuis 1890, c'est-à-dire qu'elle a été dépassée par des économies plus dynamiques que la sienne. Néanmoins, elle conserve de remarquables atouts, au premier rang desquels on trouve sa force marine, sa finance, son Empire colonial qui fait sa fierté.

I. LES FORCES : MARINE ET FINANCE, EMPIRE COLONIAL

A. La finance

C'est le premier atout de l'économie britannique car le pays est au centre de la finance mondiale. La bourse de Londres est ainsi le premier centre mondial de capitaux (actions, obligations) et toutes les matières premières y sont cotées, de sorte que la Grande-Bretagne joue sur l'offre et la demande. La City irrigue la région de Londres et reste, encore, un centre d'emplois important.

Il y a également la banque. Les Britanniques ont implanté des réseaux bancaires efficaces, qui bénéficient des dernières technologies telles que le télégraphe sans fil. L'information bancaire et financière est collectée dans le monde entier, afin de permettre d'être informé avant les autres de ce qui se passe, notamment des événements susceptibles d'influencer la demande et l'offre.

L'assurance est aussi un domaine d'excellence britannique. Le *Lloyd's* de Londres, spécialisé dans l'assurance maritime, assure – c'est encore vrai aujourd'hui – la quasi-totalité de la flotte mondiale.

La finance est donc l'atout maître de l'Angleterre. Cette dernière est le premier créancier de la planète, réunissant la moitié des capitaux mondiaux, investis dans des sociétés ou des compagnies de chemins de fer. Sa monnaie est le reflet de cette puissance énorme : la livre sterling est la monnaie mondiale de référence.

B. La marine : flotte commerciale

La Grande-Bretagne dispose d'une large avance sur ses rivaux car elle s'est créée sur le modèle de la thalassocratie (après les Phéniciens et les Néerlandais). On estime en 1913 qu'un navire sur deux qui navigue dans le monde est contrôlé par les intérêts anglais. Pour protéger cette immense marine civile, la Grande-

Bretagne possède la première flotte militaire mondiale ; au besoin, le pays utilise l'arme du blocus pour asphyxier ses adversaires.

La marine est une source de devises importante pour l'économie anglaise, tant pour la construction navale que pour l'assurance ; la balance des services financiers est constamment excédentaire. L'excédent financier compense ainsi ses déficits commerciaux, ce qui continue de nos jours. En 1913, en réalité, l'Angleterre vit davantage de ses revenus de services que de ses revenus industriels.

C. L'empire colonial

L'empire colonial britannique est le premier du monde par sa taille (33 millions de km² de superficie) et par sa population (400 millions). Les Anglais n'ont pas souhaité tout coloniser, préférant des pays disposant de ports en eau profonde, et en délaissant d'autres. L'Empire des Indes (Inde, Pakistan, Bangladesh) en est la perle ; les habitants y possèdent de grandes quantités d'or. Le Royaume-Uni représente, quant à lui, 42 millions de consommateurs, d'où l'intérêt de trouver d'autres débouchés économiques. En 1913, l'Empire compte près d'un consommateur mondial sur trois.

Néanmoins, il suscite des difficultés, car les marchandises qu'y vendent les Anglais sont souvent de faible valeur ajoutée (textile, charbon...).

II. SES FAIBLESSES : ATTACHEMENT AU LIBRE-ÉCHANGE, DÉFAUT D'INVESTISSEMENT ET SYSTÈME DE FORMATION

A. Attachement au libre-échange

La Grande-Bretagne est très attachée au libre-échange depuis 1837 (où elle introduit ses lois agricoles). Dès lors, le pays change de braquet et s'ouvre au monde : il sacrifie son agriculture pour introduire de la concurrence sur son marché. L'idée consiste à se procurer des produits à moindre coût au bénéfice du consommateur, tandis que le producteur doit être plus compétitif pour supporter cette concurrence étrangère. Or, l'énergie bon marché, une main-d'œuvre abondante et peu chère et la culture de l'innovation permettent à l'industrie britannique d'émerger comme une force moderne et dynamique. Elle atteint son apogée dans les années 1850-1890 sous la reine Victoria.

Mais ensuite, la situation est plus difficile : ses partenaires étrangers pratiquent tous le protectionnisme, exceptée la Belgique, de sorte que le libre-échange anglais est unilatéral et n'est pas fondé sur la réciprocité des échanges commerciaux. La Grande-Bretagne est ouverte, quand les autres pays sont fermés. Le pays gagne à cette pratique tant qu'il reste plus compétitif que les autres. Or tel n'est pas le cas puisqu'il perd des parts de marché au tournant du XIX^e siècle : il contrôlait 40 % du marché mondial en 1845 contre seulement 14 % en 1913.

B. Les faibles investissements industriels

Les Anglais sont confrontés à la financiarisation croissante de leur économie : ils sont habitués aux marchés souvent captifs de l'Empire colonial, tandis que les industriels s'efforcent d'accroître leur rentabilité à tout prix. Cela conduit l'État à restreindre les investissements industriels et à user d'une main-d'œuvre bon marché. La vieille industrie (textile, sidérurgie, mines) reste le cœur de l'activité économique, alors que d'autres secteurs industriels émergent : l'automobile, l'électricité et les machines-outils. Mais les Anglais y sont peu présents : ces nouveaux secteurs sont gourmands en capitaux et, pour le moment, peu rentables. Les Anglais perdent le goût du risque industriel et préfèrent les investissements financiers.

C. Le système britannique souffre d'un système de formation défaillant

Le système éducatif britannique est coupé en deux : au sommet se trouvent d'excellentes écoles élitistes (Oxford, Cambridge), et un système d'écoles primaires. Mais entre les deux, il n'y a pas grand-chose : le pays souffre d'un déficit de formation, car cela coûte cher et la vieille industrie offre des postes de travail peu qualifiés. L'industrie ne dispose plus des cadres ou contremaîtres qualifiés dont elle a parfois besoin.

2

LA FRANCE

Autrefois grande puissance mondiale, la France a connu un déclin marqué par l'émergence d'autres économies plus dynamiques que la sienne et, en 1913, elle se place au 4^e rang international. Cependant, sa puissance reste marquée par des qualités, qui sont contrebalancées par des défauts.

I. LES ATOUTS FRANÇAIS : FINANCE, INDUSTRIES AUTOMOBILE ET AÉRONAUTIQUE

A. La finance

1. Son importance

Elle est très importante, tant à l'échelle nationale qu'internationale : l'épargne française – qui est devenue une valeur populaire depuis le XIX^e siècle et le reste encore – est la seconde du monde. En outre, le pays abrite de grandes réserves d'or accumulées par les ménages, qui les classent parmi les premiers détenteurs privés de métal précieux. Il est vrai que la fiscalité française est l'une des plus faibles d'Europe, que les successions privées sont peu taxées, que l'inflation est modérée sur le long terme.

La bourse de Paris est la seconde du monde ; elle est très active pour les obligations d'État. Le système bancaire est constitué de banques fortes et bien implantées à l'étranger. Ainsi, le Crédit lyonnais est la première banque mondiale en 1913 en termes de dépôts. Enfin, le franc-or (créé en 1800) est une devise stable et forte : elle est la seconde monnaie internationale de référence. Les épargnants sont donc assurés – en théorie du moins – de la solidité de leurs avoirs. Placés essentiellement en emprunts d'états, les épargnants évitent les actions, réputées plus risquées (cf. faillite de la Compagnie de Panama en 1889).

2. Une finance au service des intérêts politiques nationaux

Les actifs financiers importants sont investis en fonction d'impératifs politiques. Au premier rang, on trouve l'alliance franco-russe, débutée en 1893 ; l'épargne nationale est considérée comme une arme économique. Les placements sont encouragés par le gouvernement et soutenus par des publicités aguicheuses.

Toutefois, des économistes français soulignent les inconvénients d'une telle pratique : d'une part, l'épargne française se place dans des pays politiquement peu stables (Russie, Empire ottoman...), d'autre part, l'épargne ne répond pas

aux besoins de financement des entreprises françaises, dont les intérêts proposés étaient alors plus faibles que ceux, très rentables, des emprunts russes (5-6 % de rendement). En Russie, l'abondante épargne française permet le développement de l'industrie primaire.

La balance des capitaux est positive grâce aux placements depuis l'étranger et aux revenus du tourisme ; elle permet de compenser le déficit récurrent de la balance commerciale.

B. Automobile et aéronautique

1. Une France pionnière dans ces deux secteurs

Ces secteurs industriels sont très dynamiques en France à la Belle Époque. Les Français sont des pionniers (Clément Ader en 1890 fait voler le premier vrai avion...) et y excellent : ils apportent innovation et talent commercial (embrayage, traction avant, voiture électrique *La jamais contente...*). Plus d'une centaine de sociétés apparaissent ; elles grossissent et deviennent, pour certaines, des géants mondiaux dans leur domaine (Renault, Michelin...). Des groupes français font preuve d'une grande audace commerciale, ce sont les premiers à médiatiser leurs produits : courses automobiles, implantations de filières étrangères...

2. Des industries d'avenir

En 1904, la France possède la première industrie automobile mondiale et produit alors près d'un avion sur deux. Ses groupes s'intéressent aussi à leurs concurrents : nombre de constructeurs se déplacent aux États-Unis pour observer les progrès réalisés dans l'organisation du travail. Ainsi, dans un monde ouvert et concurrentiel, ces industriels apprennent à résister à leurs rivaux, même si leur taille parfois réduite est un handicap. En tout cas, ces industries atteignent un certain degré de maturité et attirent les talents.

Cependant, ces secteurs industriels sont encore faibles en termes de PNB : l'industrie reste en majeure partie celle de la première révolution industrielle (textile, sidérurgie...). Elle possède 6 % du marché mondial.

II. SES DÉFAUTS : AGRICULTURE, FORMATION, DÉMOGRAPHIE, EMPIRE

A. La démographie

1. Un cas unique en Europe

La France a perdu son importance démographique, qui en faisait autrefois le colosse de l'Europe. Sa population a été dépassée en nombre par ses voisins tels que la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Si elle faisait jeu égal avec la Russie en 1780, en 1913, la France compte 39 millions d'habitants, à comparer aux

125 millions de Russes. Son évolution démographique est marquée par deux phénomènes qui font de la situation française une singularité : on trouve une forte mortalité et une faible natalité.

2. Ses raisons

Le système de santé est médiocre, faute d'investissement et la médecine, notamment rurale (où vit alors la moitié de la population), ne répond pas aux besoins. Il y a un grand nombre de décès précoces ; la mortalité infantile est très élevée. Le fléau de l'alcoolisme est répandu : il provoque décès précoces et malformations. On compte alors en métropole 450 000 bistrots et cafés, où l'alcool est vendu sans véritables limites. L'absinthe cause des ravages.

La contraception influe sur les comportements démographiques : les couples limitent les naissances quand ils y ont accès, soit pour conserver leur niveau de vie, soit pour éviter les divisions successorales, soit en raison de croyance religieuse.

L'implication des femmes dans la vie professionnelle est forte en France, mais faible en Grande-Bretagne et en Allemagne : on considère que près d'une Française sur deux est dans la vie active. Il est alors malaisé de concilier vie professionnelle et vie de famille.

3. Ses effets

Le premier effet est celui d'un faible accroissement naturel de la population, qui vieillit, ce qui pose des difficultés quant à l'âge de la retraite et son financement – il est fixé en 1910, pour le secteur privé, à 65 ans quand l'espérance de vie est alors de 45 ans pour les hommes.

Le second est celui d'une faible natalité : l'écart qui sépare les naissances françaises des naissances allemandes est considérable (de l'ordre de 2/5^e). Cela induit des conséquences en termes de consommateurs, dont le nombre stagne en France, tandis qu'il s'accroît fortement en Allemagne. Les effectifs des armées en sont également touchés, la quantité d'hommes que le pays peut mobiliser en cas de conflit armé s'en trouve diminué. Ces projections démographiques ont donc des conséquences concrètes sur l'ordre des choses : le gouvernement s'efforce (et parvient) à nouer des alliances militaires (dans l'ordre : Russie, Grande-Bretagne, Italie), fait appel à la main-d'œuvre étrangère, accroît la durée du service militaire (3 ans en 1913) et envisage l'appoint humain de l'Empire colonial en cas de guerre.

B. Son Empire colonial

1. Une création controversée

Sa création et son extension ont suscité des réactions passionnées : en 1880, Clémenceau s'oppose violemment à Ferry ; le premier désire accorder la priorité au développement intérieur du pays, quand le second parie sur l'Empire colonial

pour créer des débouchés économiques, accroître le prestige culturel de la France et disposer d'un réservoir de soldats. C'est Ferry qui l'emporte. En 1913, cet Empire colonial est le second du monde par sa superficie (près de 20 fois celle de la métropole), mais il est faiblement peuplé : il comprend 36 millions d'habitants (dont la moitié pour l'Indochine), bien moins que celui des Britanniques. Il est aussi d'un accès difficile, notamment pour les colonies situées au cœur de l'Afrique.

2. Ses effets

Le premier consiste en l'investissement réalisé par le pays : il s'élève à 3 % du PNB de l'époque (soit l'équivalent du budget alors consacré à l'Instruction publique). Or, les colonies sont, à l'usage, d'une rentabilité faible ; elles absorbent en effet plus de crédits qu'elles n'apportent de recettes fiscales – hormis l'Indochine, qualifiée de « *perle des colonies* ». Elles sont donc dépendantes des transferts financiers réalisés depuis la métropole.

Le second consiste en la déception qu'apporte le marché colonial pour les débouchés envisagés : il est constitué de consommateurs peu nombreux et au pouvoir d'achat faible. Aussi la métropole envoie-t-elle dans ses colonies des produits bon marché et de qualité médiocre (textile, biens intermédiaires...).

C. Un système de formation déficient

Il n'existe pas d'enseignement technique, car les débouchés sont, principalement, constitués d'emplois faiblement qualifiés (agriculture, mines...). En outre, ce type de formation pourrait conduire à une augmentation de la pression fiscale, ce qui est politiquement inapproprié. Aussi l'industrie française crée-t-elle ses propres écoles internes pour former la main-d'œuvre qualifiée dont elle a besoin (école Schneider dans la sidérurgie fondée par le groupe éponyme).

Cependant, ce défaut est corrigé, en 1919, par la création de l'enseignement professionnel public (loi Astier), qui s'inspire de ce qui existe en Allemagne.

D. L'importance de l'agriculture

1. Un secteur encore prépondérant dans l'économie

Le secteur primaire est, en France, resté très important puisqu'il représente un actif sur deux. La ruralité reste une réalité à la fois sociale et politique, ce qui constitue une autre singularité française dans le monde développé de l'époque : les États-Unis ont seulement 10 % d'agriculteurs de leur population active, l'Allemagne 25 %. Cette importance – résilience même – du monde paysan induit des conséquences importantes.

2. Ses effets

L'agriculture française est protégée de la concurrence étrangère par un système douanier protectionniste (cf. l'action du ministre Jules Méline, 1892), destiné à

offrir le soutien politique de la paysannerie en échange d'une protection contre les importations agricoles étrangères.

Ainsi, les agriculteurs sont protégés et le consommateur français n'a guère le choix de l'offre : les produits agricoles sont souvent de qualité médiocre et de prix élevé. Or, on sait que l'agriculture est peu productive et peu rentable – plus de la moitié des exploitations ne sont pas rentables –, qu'elle vit en autarcie, que ses investissements sont insuffisants, tant en matériel qu'en engrais (faute de rentabilité suffisante) et que le revenu moyen des paysans est faible. Leur niveau de vie s'en ressent : contraints de dépenser peu, avec une protection sociale inexistante – sauf assurances mutuelles réservées à quelques-uns –, les agriculteurs de l'époque ne sont pas un débouché économique intéressant pour l'industrie. L'autarcie du monde agricole (autoconsommation) est une réalité. Hormis les produits agricoles réservés au luxe, la plupart des produits français sont de qualité médiocre et le consommateur est contraint de dépenser plus pour son budget alimentaire.